vit l'ambassadeur de France, Savary de Lancosme, qui lui fit rendre la liberté (1588). De retour dans sa ville natale, Heberer a donné une relation de son long voyage sous le titre de *Récit véritable d'une captivité de trois ans qui a commencé à Alexandrie, en Egypte, et fini à Constantinople* (Heidelberg, 1610, in-4°). Cette relation est intéressante, bien que trop prolixe. On y trouve des observations exactes et des renseignements curieux sur l'empire turc.

HÉBERGE s. f. (é-bèr-je — V. l'étym. du mot AUBERGE). Pratiq. Partie d'un mur mitoyen qui est commune, d'après la loi, aux propriétaires de deux édifices contigus : *Un propriétaire ne coucourt pas aux frais de construction des murs mitoyens au-dessus de son* HÉBERGE.

HÉBERGÉ, ÉE (é-bèr-jé) part. passé du v. Héberger. Logé : *Moines et religieuses, mis* HÉBERGÉS *par des curés grands chasseurs, dansaient et buvaient à l'envi.* (Ste-Beuve.)

L'amitié chez les grands est piètrement logée; Chez les petits, dit-on, elle est mieux *hébergée*. RIGAUD.

HÉBERGEMENT s. m. (é-bèr-je-man — rad. *héberger*). Action d'héberger ; logement, domicile.

— Féod. *Droit d'hébergement*, Celui qu'avaient les seigneurs de loger chez leurs vassaux les amis qui venaient les visiter.

Il Droit royal, en vertu duquel les évêques et les abbayes dotés par le roi devaient le nourrir et le loger, lui et toute sa suite, quand il se trouvait sur leurs propriétés.

— **Encycl.** Féod. Le droit royal d'*hébergement* fut un vaste brigandage, une plaie sociale au XVe siècle. Charlemagne fut, dit-on, le premier qui usa de ce droit, ou plutôt qui le créa, et l'abbé Berton, dans ses *Anecdotes*, raconte à ce sujet que ce monarque passait souvent par la maison d'un de ses sujets, qui, pour cette redevance, parce qu'il s'y trouvait bien traité. Un jour qu'il le vit fort occupé à faire buisayer ses appartements : « Prenez moins de peine, lui dit-il, vous n'en aurez pas assez net? » L'évêque, à demi ruiné par les dépenses qu'il faisait pour bien recevoir son prince, se hâta de répondre : « Sire, tresbien s'en faut que tout ne soit bien net; mais j'espère qu'aujourd'hui tout le sera de la cave au grenier. »

Ces usages ne durèrent pas longtemps; et le clergé, dès la seconde race toujours ouverte... pour recevoir, s'affranchit bientôt de cette redevance. Bien mieux, non-seulement le haut clergé s'exempta du droit *d'hébergement*, mais il alla même jusqu'à exiger que les princes remboursassent exactement tous les frais que leur passage pouvait occasionner. Louis VII allant à Paris fut surpris par la nuit et obligé de loger à Créteil, dont les chanoines de Notre-Dame étaient seigneurs. Il y soupa, et les habitants en firent la dépense ; mais, comme les chanoines étaient *propriétaires* des habitants et de tout ce que ceux-ci avaient offrir au roi, ils lui refusèrent le lendemain l'entrée de l'église, lorsqu'il s'y présenta pour faire ses dévotions. Ils ne consentirent à lui ouvrir les portes que lorsque le monarque se fut résigné à donner des gages pour le payement de la dépense qu'il avait faite la veille à Créteil.

Mais si le clergé put de bonne heure se soustraire à cette redevance, il n'en fut pas de même des communes. Ce ne fut que sous le règne de saint Louis, et moyennant finances, que les habitants de Paris et de Corbeil s'affranchirent, les premiers de fournir au roi et à sa suite tous ordinaires et d'excellents lits de plumes, quand il séjournait dans leur ville, et les seconds de le régaler quand il passait dans leur bourg.

« Si monseigneur veut venir avec ses amis, les voisins devront leur donner bêtes qui volent et nagent, bêtes sauvages et privées, et on le traitera bien. On donnera au mulet de l'orge d'été, au faucon une poule, et au chien de chasse un pain; aux lévriers aussi on donnera du pain en suffisance, lorsqu'on l'emporte de table, et on devra donner aussi, pendant qu'on sera à table, foin et avoine en suffisance aux chevaux. S'il arrive qu'on serve trois sortes de vin dans le ressort de monseigneur, on devra servir à monseigneur et à ses amis celui de moyenne qualité; si deux, on lui donnera le meilleur; si un, ce sera celui-là même qu'on lui donnera; et monseigneur et ses amis devront se trouver contents. Et il devra, le seigneur de la cour, entrer le cheval dans la cour du fermier, avec un cheval et demi (un cheval et un mulet), et un homme et demi (un homme et un garçon), et la femme du fermier devra lui donner une botte de foin, et le fermier mettre ses chevaux à l'écurie... et la femme du fermier fera coucher le seigneur de la cour sur un lit écorché (tout prêt) et sur des draps qui craquent bien aussi. Si mieux elle sait, mieux il remercie. Le seigneur envoyé entrera à cheval avec quatre chevaux et demi, avec cinq hommes et demi; on lui préparera un lit écorché avec des draps qui craquent, et un feu sans fumée. Les seigneurs justiciers devront, la veille du jour d'assemblée, à l'heure du repas, se présenter avec deux hommes et demi, deux chevaux et demi, deux chiens et demi, et demander le repas; s'il est prêt, ils descendront de cheval et boiront chopine; si, au contraire, il ne l'est point, ils se retireront dans la première auberge, s'y feront préparer un repas, et ce repas, c'est la petite propriété qui le payera. Si donc notre gracieux seigneur de Wertheim voulait séjourner à Husen, le prieur et les siens auraient à déloger et à se retirer. Et s'il arrivait que notre gracieux seigneur ne voulût pas permettre au prieur ou aux siens de sortir par la porte, ils devront aller (le prieur et les siens) faire abattre un mur et sortir par la porte de derrière. (Michelet, *Orig. du droit français.*)

HÉBERGER v. a. (é-bèr-jé — V. l'étym. du mot AUBERGE. Prend un *e* après le *g*, devant *a* et *o* : *J'hébergeai, nous hébergeons*). Donner le logement à : *N'était-ce pas en Normandie, dans ce plantureux pays, cette grasse cocagne de la France, qu'on ne demandait rien qu'une chanson à celui qu'on* HEBERGEAIT ? (Fr. Michel.)

— Techn. *Héberger la muire*, Dans les salines, Remplir la poêle d'eau salée.

S'héberger v. pr. Pratiq. S'adosser sur ou contre un mur mitoyen.

HÉBERT (Jacques-René), révolutionnaire fameux, dit le **Père Duchesne**, fils d'un maître orfèvre, né à Alençon le 15 novembre 1757, décapité le 24 mars 1794. Voici une de ces figures étranges, devenues en quelque sorte monstrueusement légendaires, que nous nous garderons bien de réhabiliter systématiquement, car nous sommes ennemi des partis pris, mais que cependant nous voulons regarder en face, étudier froidement, ramener, s'il est possible, à ses proportions réelles, du moins autant que nous le permet le cadre étroit dans lequel nous sommes enfermé.

Hébert, paraît-il, fit quelques études au collége de sa ville natale. Dès l'âge de seize ans, il aurait eu des démêlés avec la justice. Un de ses amis, garçon pharmacien, avait été grièvement blessé à la suite d'une querelle, et ce crime restait impuni. Hébert placarda, de nuit, une sorte de sentence, *rendue au tribunal suprême de l'honneur*, et qui condamnait le coupable au *pilori de l'infamie*. Déféré pour ce fait au tribunal d'Alençon, il fut condamné au bannissement; mais, peu après, le parlement de Rouen annula cet arrêt.

On lit partout qu'il vécut pendant plusieurs années d'escroqueries; mais, outre qu'on a dit la même chose de la plupart des hommes de la Révolution, il ne serait pas inutile de fournir sur des faits de cette nature quelques preuves ou témoignages; or, on n'en trouve nulle part de péremptoires, et, d'un autre côté, il paraîtra bien extraordinaire qu'un homme ainsi souillé ait été nommé l'un des principaux magistrats de la Commune de Paris, alors que ces élections municipales donnaient lieu à une sorte d'enquête publique plus sévère que pour l'élection des représentants.

En 1788, Hébert vivait à Paris, et il était, au théâtre des Variétés, non marchand de contre-marques, comme on l'a répété (ce qui, après tout, n'aurait rien eu de dégradant), mais contrôleur chargé de la location des loges, emploi qu'il conserva jusqu'à la fin de 1788. Camille Desmoulins lui a reproché plus tard (*Vieux cordelier*, n° 5) d'avoir été exclu de l'administration pour cause d'infidélité ; mais il s'est justifié dans une lettre ayant pour titre : *Hébert à Camille Desmoulins et compagnie* (1794, 12 pages in-8°), et dans laquelle il invoquait publiquement le témoignage du directeur du théâtre, qui était resté son ami.

Ses premiers pamphlets révolutionnaires datent de 1790, et c'est aussi la même année (il entreprit son fameux journal, le *Père Duchesne*. Certes, ce n'est pas dans cette feuille si souvent citée, si introuvable aujourd'hui et si peu connue, qu'il faudrait aller chercher des leçons de modération. On peut voir comment nous l'apprécions à l'article que nous lui avons consacré. Seulement, il est utile de rappeler que le langage dans lequel elle est écrite n'était pas une innovation. Avant Vadé déjà, le style poissard était en vogue. Dès le commencement de la Révolution, les royalistes s'en servirent dans une multitude de pamphlets et de journaux. C'était une forme en quelque sorte consacrée. Le maire publiait alors, pour le compte du parti feuillant, des *Lettres b... patriotiques du père Duchesne*. Ce père Duchesne était un type populaire, qui avait ses jurons sacramentels, comme notre Mayeux, après 1830, ses plaisanteries triviales, comme le sont quelquefois celles de notre *Thériamorre* d'aujourd'hui. En tout, il convient de tenir compte de la convention, des habitudes particulières; et combien plus à cette époque, où le peuple était plus inculte et plus grossier, où même les classes éclairées avaient bien moins de retenue ! On s'était servi de ces grasses façetties contre les patriotes, et cela dans beaucoup de journaux royalistes, dans l'intention évidente d'entraîner la partie brutale de la population : les patriotes, à leur tour, employèrent les mêmes armes et pour le même objet. Qu'on remarque bien que nous ne justifions ni les uns ni les autres; nous expliquons.

Hébert publia donc aussi, et dans la langue salée du genre, son *Père Duchesne*, qui bientôt éclipsa tous les autres. Il était alors relativement assez modéré sous le rapport de la politique, et plutôt royaliste constitutionnel que républicain.

Membre du club des Cordeliers, il s'y fit remarquer par la chaleur et la facilité de sa parole. Le 17 juillet 1791, il signa, au Champde-Mars, la pétition pour la déchéance de Louis XVI, et prit part à la révolution du 10 août, comme membre de la Commune insurrectionnelle qui avait été nommée dans la nuit par les sections. Des historiens lui font jouer un rôle dans les massacres de septembre ; mais ce n'est là qu'une accusation banale, lancée contre une foule d'autres hommes de cette époque, et qui ne repose sur aucun fait. Dans l'article informe que la biographie Michaud lui a consacré, et qui est l'œuvre du royaliste Beaulieu, le rédacteur avoue lui-même que « le fait n'est pas assez prouvé. » *Assez* n'est pas suffisant ici, car le fait en question n'est pas prouvé du tout. Mais cet aveu n'en est pas moins précieux, venant d'un écrivain qui a publié sur les hommes de la Révolution tant de notices fabuleuses et même grossièrement mensongères.

Le 2e septembre 1792, Hébert fut élu substitut du procureur de la Commune, adjoint à Chaumette. Il remplit ses fonctions avec zèle et capacité, et se montra d'ailleurs, comme homme public, infiniment moins violent que dans son journal. Lorsque la mort de Louis XVI eut rendu irréconciliables les deux partis qui divisaient la Convention, il fit aux girondins, dans le *Père Duchesne*, une guerre sans merci, un peu justifiée, il faut le reconnaître, par la haine implacable que ceux-ci avaient vouée aux montagnards et à la Commune de Paris, et qu'ils manifestaient par mille et mille attaques véhémentes et des demandes de proscription. Une occasion se présenta à eux de se venger : ils la saisirent avidement. Un arrêté d'une commission de douze membres ayant été décrété, à la recherche et aux auteurs d'un prétendu complot tramé contre eux, ils réussirent à faire composer cette commission exclusivement des leurs, et la première mesure qu'elle prit fut l'arrestation d'Hébert (24 mai 1793). Cet acte d'autorité causa une vive émotion dans la capitale et vint montrer quelle était la popularité d'Hébert. Le conseil général de la Commune déclare en permanence, les sections s'agitent, le club des Cordeliers menace ; tous protestent, dans des adresses à la Convention nationale, contre l'attentat qui enlève à la cité un magistrat « estimable par ses vertus civiques, » et viole audacieusement en sa personne les lois protectrices de la liberté de la presse. Il fallut céder. Hébert fut rendu à la liberté le 28. Son retour à l'Hôtel de ville fut un triomphe. On lui présenta une couronne civique, mais il la déposa sur le buste de J.-J. Rousseau, déclarant que de semblables honneurs ne doivent être décernés qu'après leur mort à ceux qui les ont mérités. Quelques jours après, le 31, les girondins tombaient épuisés par ce dernier et impuissant effort. A partir de ce moment, Hébert acquit une influence prépondérante, qui s'accrut encore à la mort de Marat, dont il recueillit l'héritage de popularité. Il devint le chef du parti révolutionnaire extrême. Son journal était comme l'Evangile du peuple des faubourgs ; les soldats n'en voulaient pas lire d'autre. Bouchotte, ministre de la guerre, le fit répandre à profusion dans l'armée. Camille Desmoulins a reproché à Hébert d'avoir toujours été